COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 5 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le cinq juin à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de de Monsieur Richard LATARGE, Maire.

Présents : Philippe ALBERT, Christine BACCON, Anne BERGER, Bartlomiej BARCIK, Pascal CARTIER-MILLION, Richard LATARGE, Pascal LEMOINE, Norbert MOUSSY, Michel NG-TOCK-MINE, Isabelle RIEU

Absents avec pouvoir : Jean-Marc CHORIER donne pouvoir à Christine BACCON, Christelle GROS donne pouvoir à Richard LATARGE, Frédérique MICHEL donne pouvoir à Anne BERGER, Jacques REBUFFET donne pouvoir à Isabelle RIEU

Absents :

Date de convocation : 27 mai 2025

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 14

Affiché le : 27 mai 2025

Anne BERGER a été élue secrétaire

OBJET DE LA DELIBERATION 15-2025: Tarifs cantine 2025-2026

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de fixer les tarifs de la cantine pour l'année 2024-2025 suite à l'augmentation du tarif du fournisseur, API, de 1.796 %.

Les tarifs demandés aux familles seront appliqués selon le quotient familial.

Inférieur ou égal à 500	4,55 € TTC
De 501 à 900	4,84 € TTC
De 901 à 1300	5,64 € TTC
De 1301 à 1700	6,17 € TTC
Supérieur ou égal à 1701	6,38 € TTC
ADULTES	8.03 € TTC
PAI	4,48 € TTC

Après avoir délibéré, le conseil municipal, décide d'adopter les tarifs présentés ci-dessus pour l'année 2025-2026

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET DE LA DELIBERATION 16-2025 : Rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols sur le territoire (ZAN)

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi climat et résilience),

Vu la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols,

Vu l'arrêté du 31 mai 2024 relatif à la mutualisation nationale de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers des projets d'envergure nationale ou européenne d'intérêt général majeur

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2231-1 et R2231-1,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINTE-AGNES approuvé le 19 février 2020,

Considérant le rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols sur le territoire de la commune de SAINTE AGNES, au cours de la période 2021-2022-2023, annexé à la présente délibération

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la loi Climat et Résilience (2021) ainsi que ses décrets d'application fixent pour objectif d'atteindre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols en 2050. Un premier objectif intermédiaire prévoit la réduction de moitié de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) au cours de la période 2021-2031, par rapport à la consommation d'ENAF observée sur la décennie précédente (2011-2021). La réglementation prévoit également qu'une partie de la consommation d'ENAF à l'échelle du territoire national soit réservée à des projets d'envergure européenne ou nationale. Pour tenir compte de ces projets d'envergure européenne ou nationale, l'objectif est donc de réduire d'au moins 54.5 % la consommation d'ENAF sur la période 2021-2031, par rapport à la consommation constatée pour la période 2011-2021.

Afin de suivre cette trajectoire, les articles L2231-1 et R2231-1 du code général des collectivités territoriales prévoient que les collectivités élaborent un rapport sur l'artificialisation des sols de leur territoire, et que celui-ci soit présenté au moins une fois tous les trois ans au conseil municipal, qui en débat et procède à un vote.

Le premier rapport à établir porte sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) effective à l'échelle du territoire communal sur les trois années civiles 2021, 2022 et 2023.

Le rapport expose la consommation d'ENAF exprimée en valeur absolue (nombre d'hectares consommés), la différenciation entre le type d'ENAF consommés et la consommation d'ENAF en pourcentage au regard de la superficie du territoire communal. Il expose en outre les raisons de la dynamique de consommation d'ENAF observée.

En outre, pour les communes dont les documents d'urbanisme ont fixé des objectifs de modération de la consommation d'espace dans leur Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le rapport évalue également le respect de ces objectifs sur la période triennale écoulée.

L'agence d'urbanisme a mis à disposition des territoires un « Mode d'Occupation des Sols » (MOS), outil descriptif de l'occupation des sols issu de la photo-interprétation d'images satellites récoltées tous les 5 ans. Cet outil a été utilisé pour analyser la consommation d'ENAF sur la période de référence 2011-2021. En revanche, sur la période 2021-2023, en l'absence de photo-interprétation disponible sur ce pas de temps, l'observation de la consommation d'ENAF s'est basée sur l'analyse des autorisations d'urbanisme délivrées sur le territoire et dont les chantiers ont effectivement démarré.

Bilan de la consommation d'ENAF et trajectoire ZAN

- **Pour la période 2011-2021**, le bilan de la consommation d'ENAF établi à partir des données du MOS s'élève à **1,1 ha** sur le territoire de SAINTE-AGNES. Au regard des objectifs fixés par la loi, **la trajectoire ZAN à poursuivre pour la période 2021-2031** équivaut à une consommation d'ENAF **maximale de 0,5 ha**, soit une moyenne de 0,05 ha d'ENAF par année.

Monsieur le Maire présente le rapport relatif à l'artificialisation des sols sur la période 2021-2023 ci-annexé, qui expose le détail de cette consommation d'ENAF et invite l'assemblée délibérante à ouvrir le débat.

Evaluation des effets du PLU en matière de réduction de la consommation d'espace

Le PADD du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19/02/2020 a fixé un objectif de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de **2,9 hectares** par rapport à la consommation d'espace au cours des dix années précédant l'approbation du PLU, soit une consommation d'espace moyenne estimée à environ **0,24 ha par an**. La consommation d'ENAF effective sur le territoire communal pour la période 2021-2024 apparaît inférieure au regard des objectifs inscrits dans le PLU.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Prend acte du débat qui s'est tenu lors du conseil municipal sur la base du rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols sur le territoire de SAINTE-AGNES, pour la période 2021-2022-2023-2024, annexé à la présente délibération,

Dit que, la présente délibération et son annexe feront l'objet d'une publication sur le site internet de la commune et seront transmis aux représentants de l'Etat dans la région et dans le département, au président du conseil régional ainsi qu'au président de la Communauté de Communes Le Grésivaudan, ainsi qu'au président de l'établissement public du SCoT de la Grande Région de Grenoble.

Annexe : Rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols 2021-2022-2023-2024 pour la commune de SAINTE-AGNES.

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET DE LA DELIBERATION 17-2025 : Taxe d'aménagement (TA : Exonération pour les serres de jardin

Le Maire expose les dispositions des articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts disposant des modalités d'exonération de taxe d'aménagement concernant les serres de jardins.

Une réflexion a été engagée pour appliquer une exonération de la taxe d'aménagement concernant les serres de jardins destinées à un usage non professionnel dont la surface est inférieure ou égale à 20 m² (soumis à déclaration préalable).

La taxe d'aménagement est instituée (art. L 331-2 du code de l'urbanisme) de plein droit dans les communes dotées d'un PLU et les communautés urbaines.

Vu les articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts,

Vu l'article L. 331-1 du code de l'urbanisme

Vu l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

Vu le décret n°2023-165 du 7 mars 2023 procédant au transfert des dispositions réglementaires relatives à la taxe d'aménagement et à la taxe d'archéologie préventive dans les annexes 2 et 3 au code général des impôts,

Le conseil municipal de SAINTE-AGNES après en avoir délibéré, **décide** d'exonérer de taxe d'aménagement les serres de jardins destinées à un usage non professionnel dont la surface est inférieure ou égale à 20 m² sur l'ensemble du territoire de SAINTE-AGNES

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET DE LA DELIBERATION 18-2025 : Demande de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels (FPRNM - Fond BARNIER)

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal que la commune de SAINTE-AGNES est éligible aux subventions octroyées par l'état dans le cadre du fonds de prévention des risques naturels majeurs dit « Fonds Barnier ».

Monsieur le Maire rappelle le projet de sécurisation du secteur riant colline et propose de demander au titre de cette opération une subvention au fonds Barnier.

Le montant des travaux s'élève à 39 100 € HT, le montant de la subvention Fond Barnier s'élève à 19950 € HT.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE de solliciter L'octroi d'une subvention au titre du « Fonds Bamier » pour Le projet de sécurisation du secteur riant colline et autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les formalités dont les demandes de subvention et à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Délibération Adoptée à l'unanimité

OBJET DE LA DELIBERATION 19-2025 : Demande d'aide financière au titre du fond vert (travaux de la riant colline)

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il souhaiterait solliciter une aide financière auprès du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires dans le cadre des travaux de la riant colline. Il convient de sécuriser le secteur.

Le montant des travaux s'élève à 39 100 € HT, le montant de la subvention Fond Vert s'élève à 11 730 € HT.

Le Fonds Vert vise à apporter un soutien financier aux politiques et aux actions de prévention que mènent les collectivités territoriales.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE d'autorise Monsieur le Maire à solliciter dans le cadre du Fonds Verts, une aide financière auprès du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires.

Délibération adoptée à l'unanimité

OBJET DE LA DELIBERATION 20-2025 Incorporation d'une parcelle de forêt à la forêt communale, selon la procédure « Biens vacants et sans maître »

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles l'article L 1123-1 et suivants;

VU le code civil, notamment son article 713;

VU l'avis de la commission communale des impôts directs du 25 octobre 2024;

VU l'arrêté municipal n°37-2024 du 12 novembre 2024 déclarant la parcelle C 1051 aux Fontaines sans maître;

VU l'avis de publication du 15 novembre 2024;

VU le certificat attestant l'affichage aux portes de la mairie de l'arrêté municipal susvisé;

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens. Il expose que le propriétaire de la parcelle N° C 1051 aux Fontaines ne s'est pas fait connaître dans un délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues par l'article L. 1123-3 / L. 1123-4, alinéa 2 du code général de la propriété des personnes publiques, dès lors l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 713 du code civil.

Cette parcelle peut revenir à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil, décide que la commune s'appropriera ce bien dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

M. le Maire est chargé de prendre l'arrêté constatant l'incorporation dans le domaine communal de cette parcelle et est autorisé à signer tous les documents et actes nécessaires à cet effet.

Délibération adoptée (1 abstention Norbert Moussy)

OBJET DE LA DELIBERATION 21-2025 : Vote de la fin de séance à huis-clos (L. 2121-18 du CGCT)

Délibération ajournée

OBJET DE LA DELIBERATION 22-2025 : Modification du temps de travail d'un poste d'Agent Technique

Délibération ajournée

Fin de séance à 22h45